

Corinne Deloy

ANALYSE

Le chef de l'Etat sortant Nicos Anastasiades est le grand favori de l'élection présidentielle chypriote

Le 28 janvier prochain, 550 593 Chypriotes sont appelés aux urnes pour désigner leur président de la République. Si l'un des 5 candidats en lice recueille plus de 50% des suffrages, il remportera l'élection ; si tel n'est pas le cas, un 2e tour de scrutin sera organisé le 4 février.

12 517 personnes sont inscrites sur les listes électorales des Chypriotes de l'étranger. Au total, 38 bureaux de vote seront ouverts à l'étranger, dont 15 en Grèce et 10 au Royaume-Uni. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée en décembre par l'institut CMRC, le chef de l'Etat sortant Nicos Anastasiades (Rassemblement démocratique, DISY) arriverait en tête du 1er tour de scrutin avec 29,1% des suffrages. Nicolas Papadopoulos (Parti démocratique, DIKO) en recueillerait 21,1% et Stavros Malas (Parti progressiste des travailleurs, AKEL), 18,79%. Ces derniers sont donc à la lutte pour la 2e place, synonyme de qualification pour le 2e tour de scrutin. Les deux autres candidats obtiendraient chacun moins de 5% des voix.

La Constitution chypriote date de 1960, mais n'est plus appliquée depuis les troubles intercommunautaires de 1963. Selon ce texte, la fonction présidentielle est réservée à un Chypriote, la vice-présidence revenant à un Turc (le poste est actuellement vacant). Le président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de 5 ans. Chef de l'exécutif, celui-ci nomme les ministres du gouvernement qu'il dirige.

30% des sièges du gouvernement et de la Vouli antiprosopon (Chambre des représentants, chambre unique du Parlement), soit 24 sur 80, sont réservés à la communauté chypriote turque et demeurent donc vacants.

LES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

5 personnes sont officiellement candidates à la présidence de la République :

- Nicos Anastasiades (Rassemblement démocratique, DISY), chef de l'Etat sortant ;
- Nicolas Papadopoulos (Parti démocratique, DIKO), fils de Tassos Papadopoulos ancien chef de l'Etat (2003-2008) se présente comme indépendant mais, outre le DIKO, il est soutenu par le mouvement Solidarité (KA), fondé et dirigé par Eleni Theocharous ; le Mouvement écologiste-Coopération citoyenne (KOSP)

de George Perdakis et le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK) conduit par Marinos Sizopoulos ;

- Stavros Malas (Parti progressiste des travailleurs, AKEL), ancien ministre de la Santé (2011-2013), se présente comme indépendant. Il a été un candidat malheureux à la précédente élection présidentielle des 17 et 24 février 2013 (il avait recueilli 45,52% des suffrages au 2e tour) ;

- Giorgos Lillikas (Alliance des citoyens), ancien ministre des Affaires étrangères (2006-2007) ;

– Christos Christou, dirigeant du parti d'extrême droite, le Front national populaire (ELAM).

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le président de la République sortant Nicos Anastasiades, a annoncé sa candidature à sa propre réélection le 14 octobre dernier, indiquant qu'il souhaitait finir le travail qu'il avait commencé durant son premier mandat. Il se présente comme l'homme qui a sauvé l'économie chypriote et le système bancaire du crash et comme le garant de la stabilité économique de Chypre.

Il a affirmé, lors du vote du budget pour 2018, que le gouvernement récompensera la population chypriote pour les sacrifices auxquels elle a consenti. Il souhaite relancer l'emploi et faire passer le taux de chômage sous la barre de 10%, ce qui constituerait une première pour Chypre depuis 2011. « Peu importe ce qui nous divise actuellement, en 2023, celui qui me succèdera, si les Chypriotes renouvellent mon mandat, dirigera un Etat libre moderne, parfaitement compatible avec les attentes de notre peuple » a déclaré Nicos Anastasiades.

Nicolas Papadopoulos a choisi de se concentrer sur la classe moyenne. Il a promis de revenir sur les mesures d'austérité mises en place, notamment celles touchant les aides sociales comme l'allocation étudiant, l'allocation maternité, les allocations familiales et les allocations logement. Il souhaite également réformer le système de retraite et doubler le montant des petites pensions. Enfin, il veut créer un fonds de capital pour rétribuer les épargnants auxquels on a saisi une partie de leur épargne en 2013.

Stavros Malas défend les positions traditionnelles du Parti progressiste des travailleurs sur l'économie, un positionnement difficile tant le parti reste discrédité par sa gestion de la crise économique entre 2008 et 2013. Rappelons qu'en avril 2013, Chypre, confrontée à une grave crise financière, avait dû faire appel à l'aide internationale. La Troïka (FMI, Union européenne et BCE) avait accepté d'accorder à l'île un montant de 10 milliards € sous réserve de la mise en place de plusieurs réformes (coupes dans les rémunérations des personnels de la fonction publique, augmentation de taxes, dont la TVA, hausse des charges sociales, etc.).

Nicosie a renoué avec la croissance en 2015 (1,4%) après 3 années de récession et l'île est officiellement sortie du programme d'aide le 31 mars 2016.

Les candidats à l'élection présidentielle des 28 janvier et 4 février prochains participeront à un débat télévisé le 22 janvier qui sera diffusé sur la chaîne de télévision CyBC et retransmis par les chaînes ANT1, Sigma, TVONE et Alpha. La première partie des échanges concernera le problème de la division de l'île et la deuxième les affaires intérieures.

UNE ÎLE DIVISÉE DEPUIS BIENTÔT 44 ANS

De très nombreux Chypriotes n'ont jamais connu leur île unifiée. Depuis juillet 1974, celle-ci est traversée par une ligne verte contrôlée par les Casques bleus de l'ONU. Cette dernière est présente à Chypre depuis 1963, année des premiers affrontements entre les deux communautés grecque et turque qui peuplent Chypre. Le 15 juillet 1974, la Garde nationale, inspirée par la junte militaire en place en Grèce depuis 1967, a renversé le président chypriote, l'archevêque Makarios III, et l'a remplacé par Nikos Sampson. Le 20 juillet, les troupes turques ont débarqué à Kyrénia (nord) pour protéger la minorité turque. Avec l'aide de l'armée grecque, le gouvernement de Nikos Sampson est parvenu à les maintenir derrière une ligne (qui deviendra la ligne verte) avant de s'effondrer quatre jours plus tard. La Turquie a toutefois refusé de quitter la partie du territoire de l'île qu'elle occupait, y compris après la chute de Nikos Sampson. Le 30 juillet 1974, la Turquie, la Grèce et le Royaume-Uni ont institué une zone de sécurité gardée par les Casques bleus de l'ONU et ont reconnu l'existence de deux administrations autonomes. Le 13 février 1975, le dirigeant turc Rauf Denktash a proclamé l'Etat autonome, laïc et fédéré dont il a été élu président en 1976. En janvier 1977, Rauf Denktash et Makarios III se sont accordés sur le principe d'un Etat fédéral bicommunautaire mais la mort de ce dernier, le 3 août 1977, a mis un terme aux négociations. La République turque de Chypre du Nord a proclamé son indépendance en 1983. La Turquie est le seul Etat à la reconnaître au niveau international. A ce jour, 35 000 soldats turcs sont toujours stationnés dans la partie nord de l'île.

La République de Chypre compte environ 1,7 million d'habitants, dont un tiers de réfugiés (160 000 Chypriotes ont fui leurs habitations au moment de l'invasion turque); 314 000 personnes résident dans la partie nord de l'île. Le 11 novembre 2002, l'ONU a proposé un troisième plan de paix et de réunification (après ceux de 1986 et de 1992). Ce plan Annan (du nom du Secrétaire général de l'ONU à l'époque) proposait la création d'une République unie de Chypre sous la forme d'une confédération de deux Etats constituants largement autonomes (un grec au sud et un turc au nord) inspirée du modèle de la Confédération helvétique. Ce plan a été soumis par référendum à l'ensemble des habitants de l'île le 24 avril 2004. Les Chypriotes l'ont rejeté à 75,83% quand 64,90% des habitants de la partie septentrionale de l'île l'ont approuvé. 89,18% des électeurs se sont rendus aux urnes à Chypre et 87% dans la partie nord.

Alors qu'elles s'étaient intensifiées en 2016, les négociations sur la réunification de l'île entre la République de Chypre et la partie nord de l'île dirigée par le président Mustafa Akinci sont à l'arrêt depuis le

6 juillet dernier, les deux parties n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur le statut des forces turques présentes sur l'île et Ankara ayant refusé de renoncer à ses droits d'intervention. Nicos Anastasiades se présente comme l'homme capable de mettre un terme à la division de son pays. Le président de la République sortant s'est dit prêt à la reprise des négociations dans le cadre des paramètres fixés par le Secrétaire général de l'ONU de façon à préserver ce qui a été accompli jusque-là. « Ne pas parvenir à une solution n'est ni dans l'intérêt des Chypriotes grecs ni dans celui des Chypriotes turcs et ni dans celui de la Turquie. Je veux croire que la Turquie comprendra les bénéfices d'une solution » a-t-il déclaré ajoutant « Une autre opportunité historique se fera jour si je suis réélu ».

Les différences sur le sujet de la réunification de l'île entre les trois principaux candidats à l'élection présidentielle (Nicos Anastasiades, Stavros Malas et Nicolas Papadopoulos) sont minimales même si le dernier est partisan d'une ligne plus dure et accuse le président de la République sortant d'avoir fait trop de concessions lors des négociations.

RAPPEL DES RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DES 17 ET 24 FÉVRIER 2013 À CHYPRE

04

Participation : 69,74% (1er tour) et 65,98% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix recueillies (1er tour)	Pourcentage des suffrages obtenus (1er tour)	Nombre de voix recueillies (2e tour)	Pourcentage des suffrages obtenus (2e tour)
Nicos Anastasiades (Rassemblement démocratique, DISY)	200 591	45,46	236 965	57,48
Stavros Malas (Parti progressiste des travailleurs, AKEL)	118 755	26,91	175 267	42,52
Giorgos Lillikas (Mouvement pour la social-démocratie, EDEK)	109 996	24,93		
Giorgos Charalambous (Front national populaire, ELAM)	3 899	0,88		
Praxoula Antoniadou (Démocrates unis, EDI)	2 678	0,61		
Makaria-Andri Stylianou (indépendant)	1 898	0,43		
Lakis Ioannou (Mouvement socialiste populaire, LASOK)	1 278	0,29		
Solon Gregoriou (indépendant)	792	0,18		
Kostas Kyriacou (indépendant)	722	0,16		
Andreas Efstratiou (indépendant)	434	0,10		
Loukas Stavrou (indépendant)	213	0,05		

Source : http://results.elections.moi.gov.cy/English/PRESIDENTIAL_ELECTIONS_2013/Islandwide & http://results.elections.moi.gov.cy/English/PRESIDENTIAL_EPANALIPTIKI_EKLOGI_ELECTIONS_2013/Islandwide

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.